

## INTRODUCTION

La situation sécuritaire dans la région de Tillabéri demeure instable, les 13 départements qui comptent la région sont déclarés toujours en état d'urgence. Depuis le début de l'année 2021, une recrudescence des violences / attaques de grande ampleur contre les populations civiles a été enregistrée, souvent accompagnées par les vols / pillages des ressources et des bétails à grande échelle; l'incendie de maisons et de greniers; les attaques contre les écoles et les centres de santé. Les populations civiles sont de plus en plus exposées à des nouvelles stratégies adoptées par les groupes armés non étatiques (GANE), telles que l'envoi d'« ultimatum » ou l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) sur les axes routiers. La formation au niveau communautaire de groupes armés d'autodéfense et le risque d'une dérive intercommunautaire du conflit dans la région représentent également des menaces pour la protection des populations civiles.<sup>1</sup>

Cette dégradation du contexte sécuritaire entraîne d'importants mouvements de populations. Au 31 décembre 2020, plus de 120 000 personnes déplacées internes (PDI) et réfugiées se trouvaient dans la région de Tillabéri : le nombre de PDI s'élevait à plus de 82 000, contre 57 000 en fin décembre 2019<sup>2</sup>. En mars 2021, il a été rapporté que le nombre de personnes déplacées (PDI et réfugiées) dans les régions de Tillabéri et Tahoua avait augmenté de 47% au cours des 12 derniers mois<sup>3</sup>.

En coordination avec le Cluster Protection, entre le 30 mars et le 16 avril 2021 REACH a conduit une évaluation en protection dans la région de Tillabéri, pour compléter les mécanismes d'évaluation et de suivi existants (*Protection Monitoring*, RRM<sup>4</sup> etc.), et pour fournir une vue d'ensemble sur les risques de protection des populations déplacées, y compris sur des thématiques telles que les violences basées sur le genre (VBG) et les mécanismes de référencement existants.

Cette évaluation a été financée par le *Bureau of Population, Refugees, and Migration* (BPRM). Les termes de référence de l'évaluation sont disponibles en [ligne](#).

## MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a couvert 56 sites<sup>5</sup> dans les 10 départements de la région de Tillabéri où la présence de personnes déplacées (PDI et réfugiées) a été signalée<sup>6</sup> : Abala, Ayerou, Baileyara, Banibangou, Bankilaré, Gotheye, Ouallam, Téra, Tillabéri et Torodi.

Une méthodologie mixte a été adoptée incluant un volet quantitatif et un volet qualitatif. Des entretiens en face à face ont été effectués par les équipes REACH auprès de 277 informateurs clés (IC) dans 56 sites, sur la base de trois questionnaires distincts<sup>7</sup> :

1. Un questionnaire sur la **situation générale en termes de protection**<sup>8</sup> ;
2. Un questionnaire sur les **VBG et la protection de l'enfance (PE)**<sup>9</sup> ;
3. Un questionnaire portant sur les **mécanismes de référencement** existants<sup>10</sup>.

	Protection générale	VBG - PE	Référencement
# d'IC interrogés	135	74	68
# de sites évalués	55	53	53

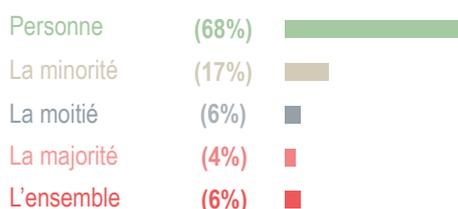
Pour le volet qualitatif, un total de 54 groupes de discussion (GD) ont été réalisés dans 10 sites pré-identifiés, auprès de participants répartis par groupe d'âge, de genre et de statut : filles déplacées (15-17 ans), garçons déplacés (15-17 ans), femmes déplacées (18+), hommes déplacés (18+), femmes hôtes (18+), hommes hôtes (18+).<sup>11</sup>

Des fiches d'informations (4) ont été réalisées afin de présenter les résultats quantitatifs principaux de cette évaluation. **Cette fiche présente l'analyse des résultats principaux en matière de VBG et protection de l'enfance**<sup>12</sup>.

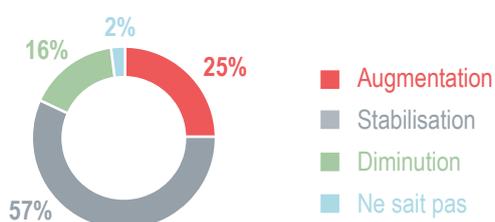
L'unité d'analyse dans tout le document est la proportion de sites et / ou d'IC. Les résultats<sup>13</sup> doivent être considérés comme indicatifs et non représentatifs de la situation dans les sites évalués.

## VBG : PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES

Partie estimée de femmes et de filles confrontées à des atteintes à l'intégrité<sup>14</sup> au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC et par proportion de sites :



Evolution des atteintes à l'intégrité au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC et par proportion de sites :<sup>16</sup>



Dans 50% des sites les IC ont signalé que les filles et les femmes déplacées font face à des risques de sécurité. L'exposition à ces risques serait "rare" dans 34% des sites, "plus fréquente" dans 16% des sites.

3 principaux risques sécuritaires auxquels sont confrontées les femmes / filles selon les IC et par proportion de sites :<sup>15 18</sup>

- ① Insécurité au sein du domicile **58%**
- ② Présence de groupes armés **38%**
- ③ Tensions au sein de la communauté **35%**

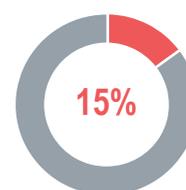
4 principales atteintes à l'intégrité des femmes et des filles, selon les IC et par proportion de sites :<sup>15 16</sup>

- ① Mariage forcé / précoce **53%**
- ② Agression physique **47%**
- ③ Agression sexuelle **41%**
- ④ Viol **29%**

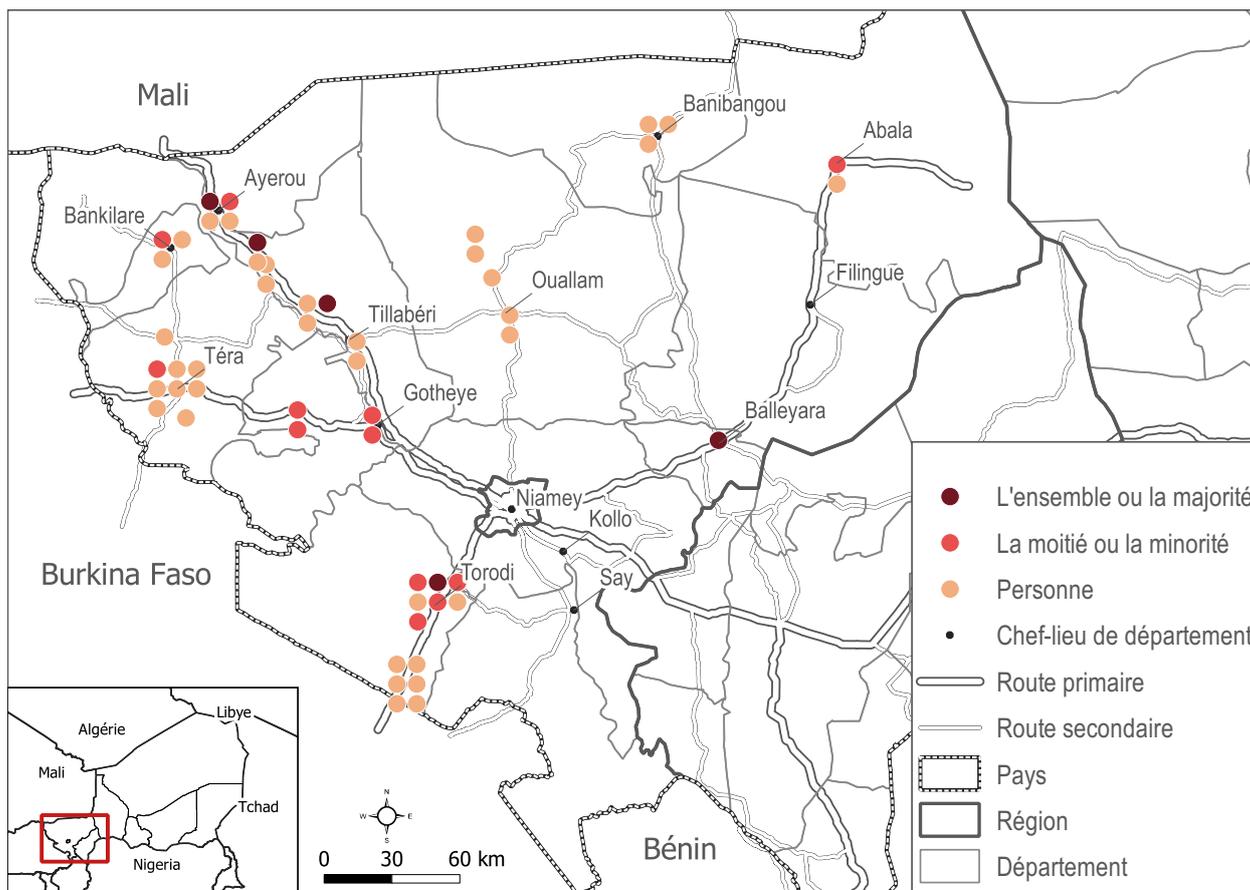
4 principales raisons à l'augmentation des atteintes à l'intégrité au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC et par proportion de sites :<sup>15 17</sup>

- ① Dégradation de la situation sécuritaire **69%**
- ② Réduction des activités de sensibilisation mises en place par les acteurs humanitaires **62%**
- ③ Augmentation du nombre de personnes au sein de la localité **54%**
- ④ Réduction des activités de sensibilisation mises en place par les acteurs locaux **54%**

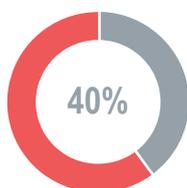
Proportion de sites dans lesquels les IC ont rapporté que des personnes pratiquent des faveurs sexuelles en échange d'un revenu de survie ou de nourriture dans leur localité :



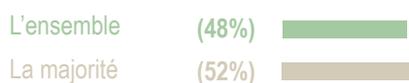
Carte 1. Partie estimée des femmes et des filles déplacées confrontées à des atteintes à l'intégrité de la personne au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par site et selon les IC



Proportion de sites dans lesquels les IC ont rapporté l'existence de services de prise en charge des victimes (femmes et / ou filles) d'atteintes à l'intégrité :

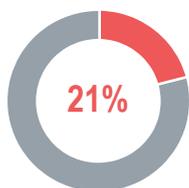


Partie estimée de femmes et de filles qui pensent que les services de prise en charge des victimes d'atteintes à l'intégrité sont efficaces, selon les IC et par proportion de sites :<sup>19</sup>



### VBG : PROTECTION DES HOMMES ET DES GARÇONS

Proportion de sites dans lesquels les IC ont rapporté que les hommes et / ou les garçons sont particulièrement confrontés aux atteintes à l'intégrité :

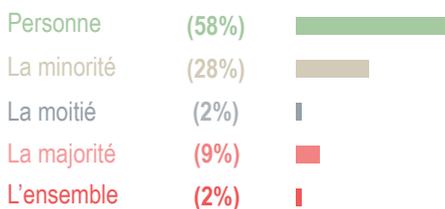


3 principales atteintes à l'intégrité des hommes et des garçons selon les IC et par proportion de sites :<sup>15,20</sup>

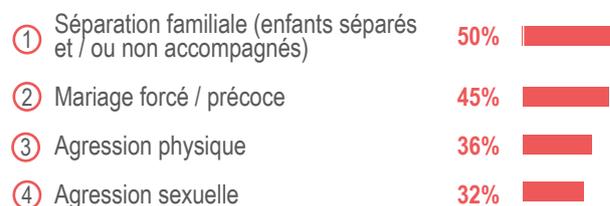


### PROTECTION DE L'ENFANCE

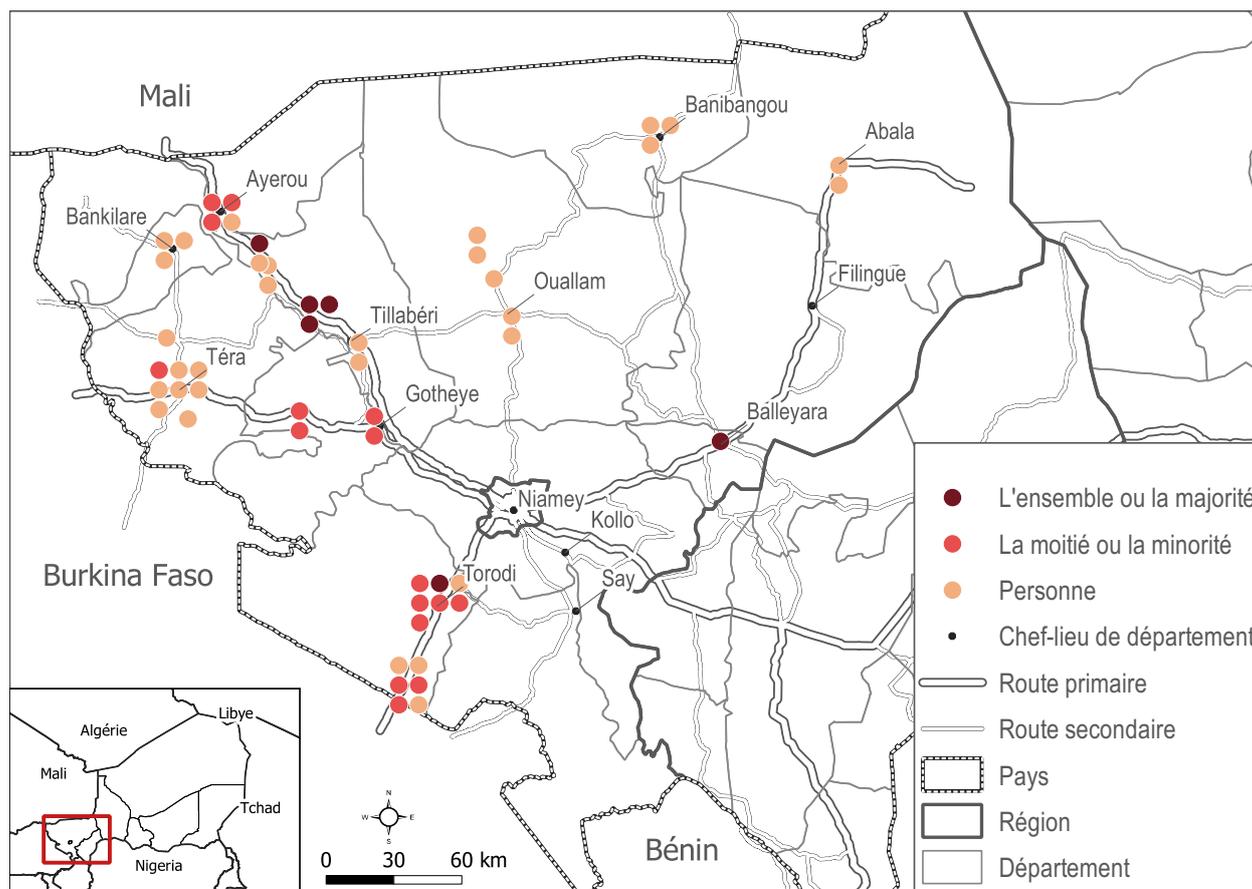
Partie estimée d'enfants exposés à des problèmes majeurs de protection au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC et par proportion de sites :



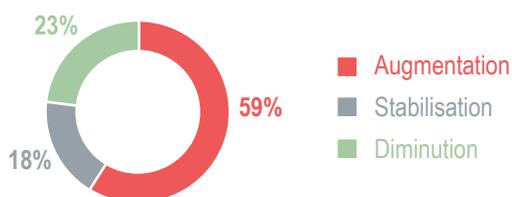
4 principaux problèmes de protection auxquels les enfants sont le plus exposés, selon les IC et par proportion de sites :<sup>15,21</sup>



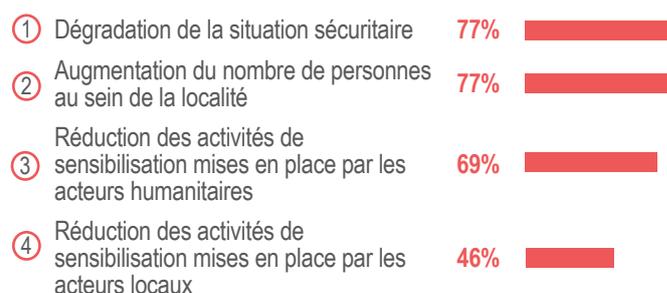
Carte 2. Partie estimée d'enfants exposés à des problèmes majeurs de protection au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par site et selon les IC



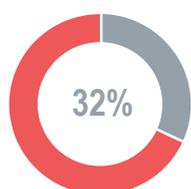
Evolution des problèmes de protection pour les enfants au cours des 6 mois précédant la collecte de données, selon les IC et par proportion de sites :<sup>21</sup>



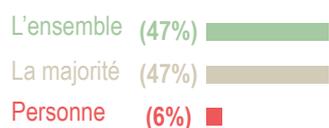
4 principales raisons à l'augmentation des problèmes de protection pour les enfants au cours des 6 mois précédant la collecte de données selon les IC et par proportion de sites :<sup>15 22</sup>



Proportion de sites dans lesquels les IC ont rapporté l'existence de services de prise en charge des enfants confrontés à des problèmes de protection :<sup>21</sup>

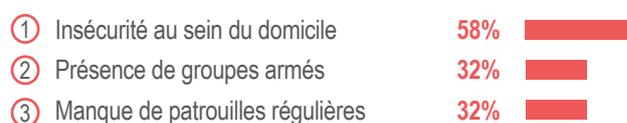


Partie estimée de familles qui pensent que les services de prise en charge des enfants confrontés à des problèmes de protection sont efficaces, selon les IC et par proportion de sites :<sup>23</sup>

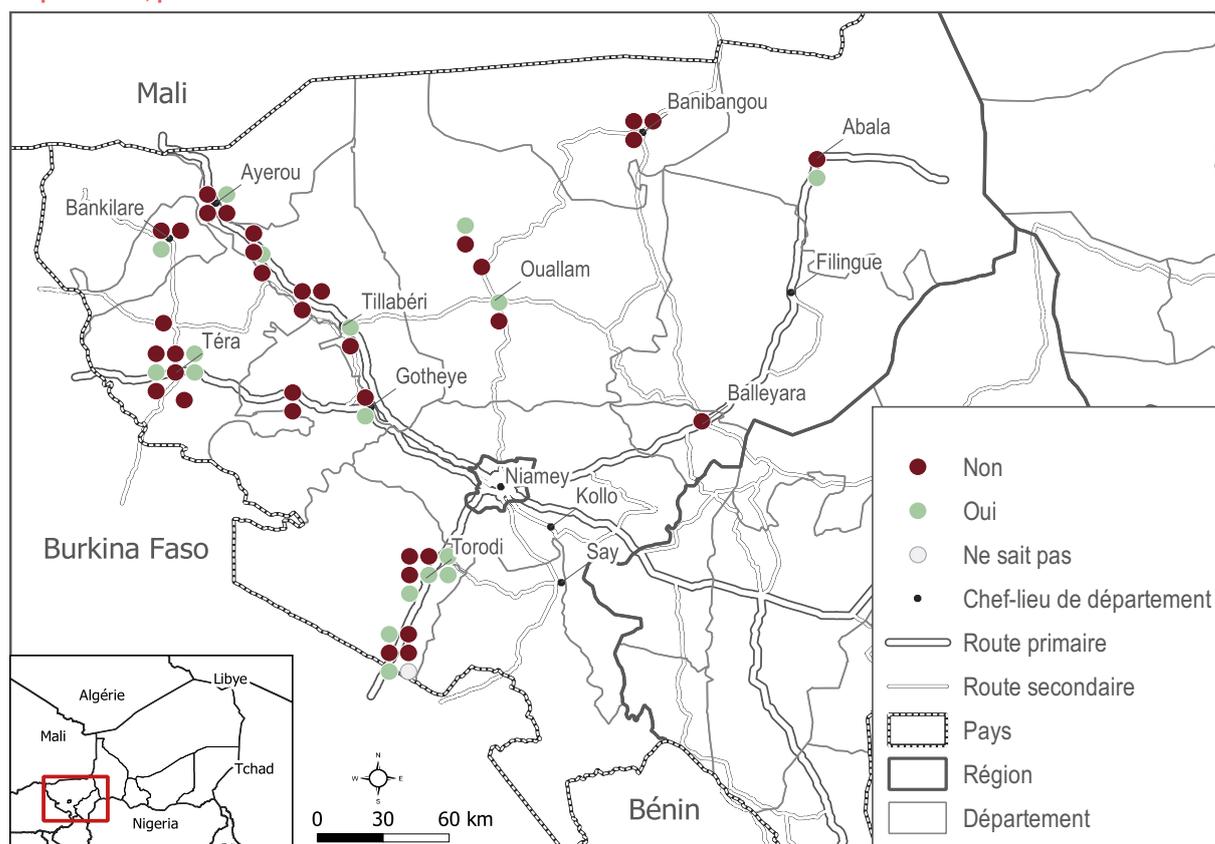


Dans 58% des sites les IC ont signalé que les enfants déplacés font face à des risques de sécurité. L'exposition à ces risques serait "rare" dans 40% des sites, "plus fréquente" dans 18% des sites.

3 principaux risques sécuritaires auxquels sont confrontés les enfants selon les IC et par proportion de sites :<sup>15 24</sup>



Carte 3. Existence de services de prise en charge des enfants (filles et garçons entre 0 et moins de 18 ans) confrontés à des problèmes majeurs de protection, par site et selon les IC



Notes

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), [Rapport mensuel d'analyse des données de monitoring de protection, Régions de Tillabéri et Tahoua \(Niger\)](#), février 2021.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Niger - Situation des mouvements de populations Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi](#), au 31 décembre 2020.
- UNHCR, [Niger - Operational Update](#), March 2021.
- Mécanisme de Réponse Rapide (RRM).
- Les typologies de sites pris en compte par cette évaluation sont les camps / sites de réfugiés ; les sites de personnes déplacées internes (formels) ; les sites de personnes déplacées internes (informels / spontanés) ; les localités avec personnes déplacées en famille d'accueil.
- Les sites à évaluer dans l'ensemble de la région de Tillabéri ont été pré-identifiés à l'aide de plusieurs sources d'information, telles que OCHA, le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, le Cluster Protection, le RRM, ainsi que le profilage des sites de déplacés réalisés par REACH dans la région de Tillabéri les mois de septembre et octobre 2020.
- Les trois questionnaires sont disponibles en [ligne](#).
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes déplacées (PDI ou réfugiés) ayant des connaissances sur le groupe de population auquel ils appartiennent, vivant dans les sites évalués, en matière de protection générale : deux IC (un par genre) dans chaque site au minimum ont été interrogés, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes déplacées (PDI ou réfugiés), de préférence de genre féminin, ayant des connaissances spécifiques sur la protection de l'enfance et les VBG, vivant dans les sites évalués : un IC dans chaque site au minimum a été interrogé, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes travaillant dans les mécanismes de référencement et suivi de la protection dans les sites / zones évalués : 10 IC par département au maximum ont été interrogés, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les sites évalués (10 au total, 1 dans chaque département) ont été identifiés à l'aide du Cluster Protection, en raison des tendances récemment notées de déplacement des personnes déplacées vers les sites les plus sécurisés, se trouvant souvent dans les chefs-lieux communaux et / ou départementaux : Bankilare, Ayerou (site de réfugiés), Zongo (Téra), Tadress (Tillabéri), Gotheye, Torodi, Ouallam (site de PDI), Banibangou, Abala (site de réfugiés) et Zongo (Balleyara). Jusqu'à 6 GD ont été réalisés dans chaque site évalué, sur la base de questionnaires semi-structurés (disponibles en [ligne](#)). Chaque groupe de discussion était composé de 6 à 14 personnes, sélectionnées en consultation avec le chef de la communauté et / ou du site : cela a permis d'assurer une certaine représentativité de la population concernée au sein des GD, en sélectionnant des personnes de différentes tranches d'âge, de milieux sociaux-culturels variés et exerçant des activités différentes.

- Afin d'avoir des résultats à l'échelle des sites, lors de l'analyse REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par site, selon des critères de pondération préétablis.
- Il faut noter que les pourcentages ont été arrondis au nombre entier, ce qui explique que pour certains indicateurs le total ne soit pas toujours exactement égal à 100, à 1% ou 2% près.
- Dommages volontaires ou non à l'intégrité physique (droit à la vie et droit au respect du corps) ou psychique (droit à la dignité et au respect de la santé mentale) de la personne.
- Les IC pouvaient choisir plusieurs options de réponses (question à choix multiples).
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté qu'une partie de femmes et de filles déplacées a été confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne dans le site / localité, au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté une augmentation des cas d'atteintes à l'intégrité envers les filles et / ou les femmes, au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté que les filles et les femmes déplacées font face à des risques de sécurité au sein de la localité.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté l'existence de services de prise en charge des victimes (femmes et / ou filles) d'atteintes à l'intégrité.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté que les garçons et les hommes sont confrontés à des atteintes à leur intégrité au sein de la localité.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté qu'une partie des enfants a été exposée à des problèmes majeurs de protection au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté une augmentation des problèmes de protection envers les enfants, au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté l'existence de services de prise en charge des enfants confrontés à des problèmes de protection.
- Pourcentages calculés sur le total de sites dans lesquels les IC ont rapporté que les enfants déplacés font face à des risques de sécurité au sein de la localité.

A propos de REACH :

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

